



ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

COMMISSION POLITIQUE (PC)

Sous-commission sur les relations
transatlantiques (PCTR)

RAPPORT DE MISSION*

République de Corée

17 – 20 septembre 2018

244 PCTR 18 F | Original : anglais | 19 octobre 2018

* Ce rapport de mission est présenté uniquement à titre informatif et ne représente pas nécessairement le point de vue officiel de l'Assemblée. Il a été établi par Steffen Sachs, directeur de la commission politique.

1. Onze membres de la sous-commission sur les relations transatlantiques (PCTR) ont visité Séoul et la zone démilitarisée du 17 au 20 septembre 2018 afin de faire un état des lieux de la sécurité de la péninsule coréenne et du progrès des négociations entre la République de Corée (Corée du Sud) et la République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord, RPDC). La délégation a été accueillie par l'Assemblée nationale de la Corée du Sud et était dirigée par Ahmet Berat Conkar (Turquie), vice-président de la sous-commission.

2. La visite de la sous-commission coïncidait avec le sommet intercoréen entre le président sud-coréen Moon Jae-in et le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un. Alors que les tensions étaient fortes en 2017, la situation s'est renversée en 2018 suite à un élan diplomatique mené principalement par le sommet tenu à Singapour entre le président Trump et Kim Jong-un. Cependant, au moment de la visite de la délégation, les discussions bilatérales entre la Corée du Nord et les États-Unis étaient à l'arrêt, en grande partie à cause de l'organisation des étapes suivantes. Alors que les États-Unis insistent pour que la Corée du Nord se dénucléarise avant tout, Pyongyang met la pression pour poursuivre les avancées visant la normalisation de ses relations, notamment par le biais d'une déclaration mettant fin à la guerre de Corée, avant de s'engager à de nouvelles mesures visant de démantèlement de son programme nucléaire.

Temps forts de la visite :

- Alors que de fortes tensions régnaient sur la péninsule coréenne en 2017, l'année 2018 a vu foisonner les activités diplomatiques. Pour l'instant, la Corée du Nord n'a réalisé aucun essai de missile balistique en 2018 et affirme avoir démolie une partie de ses infrastructures nucléaires.
- Les intervenants ont généralement reconnu le besoin d'apaiser les tensions militaires dans la péninsule coréenne et considèrent que les avancées sur la question nucléaire y contribueraient fortement. Il s'agit d'ailleurs d'une priorité absolue pour le gouvernement du président Moon Jae-in.
- La péninsule occupe une place importante sur le plan de la sécurité régionale et mondiale de par son emplacement géographique et la superposition des intérêts nationaux des acteurs concernés, dont la République populaire de Chine, le Japon, la Russie et les États-Unis.
- Les représentants sud-coréens ont rappelé qu'il y avait eu à la fois des progrès et des revers dans la gestion des difficultés soulevées par la Corée du Sud. Ils ont déclaré qu'il était « grand temps de faire un nouveau pas en avant » (Cho Hyun, vice-ministre des affaires étrangères).
- Les représentants sud-coréens ont affirmé que le président Moon Jae-in s'efforcera à concilier les différences entre les États-Unis et la Corée du Nord. Un contact direct entre le Nord et le Sud a été établi récemment suite à la rencontre intercoréenne. Les deux pays ont mis l'accent sur l'importance de conserver la dynamique obtenue et de trouver des mesures concrètes. Le gouvernement du président Moon Jae-in a dû faire preuve d'une grande prudence pour défendre une amélioration des relations avec la Corée du Sud sans aliéner les États-Unis, son principal allié.
- Sur le long terme, il sera peut-être possible de transformer les pourparlers à six, négociations organisées de façon intermittente depuis 2003 entre la Chine, le Japon, la Corée du Nord, la Russie, la Corée du Sud et les États-Unis sur la question du programme nucléaire nord-coréen, en une structure permanente à l'image de l'OSCE.

- Les échanges ont révélé un consensus sur l'impact des sanctions contre le régime nord-coréen, impact dont les effets réels sont difficiles à quantifier.
- Les représentants du pays hôte ont reconnu l'efficacité des sanctions. Selon eux, elles ont largement contribué à convaincre la Corée du Nord à rejoindre la table des négociations. Ils ont également affirmé que leur pays continuait à respecter le régime de sanctions appliqué contre la voisine du Nord. Cependant, le vice-ministre Cho Hyun a ajouté que Séoul serait prêt à apporter une assistance économique à la RPDC, pour autant que celle-ci renonce à son programme d'armement nucléaire. Les intervenants de l'*ASAN Institute for Policy Studies*, institut de recherche politique coréen, ont avancé que l'effet des sanctions sur la Corée du Nord était limité. D'après le professeur Andrej Lankov, l'économie nord-coréenne se porte plutôt bien (à l'échelle de sa véritable puissance) et a enregistré une croissance annuelle de 7 % avant l'introduction des sanctions. Ainsi, pour un pays très pauvre partant d'un niveau très bas, on peut dire que la Corée du Nord a une économie en pleine croissance. Les intervenants ont également reconnu la nécessité de poursuivre la pression économique sur la Corée du Nord.
- Il y a eu consensus général sur le rôle clé joué par la Chine sur le maintien du régime de sanctions.
- La population sud-coréenne est divisée sur la question de l'unification. Alors que les personnes âgées sont généralement favorables à l'unification, la jeune génération semble plus préoccupée par les probables répercussions négatives du coût de l'unification sur le niveau de vie atteint dans le Sud. Le vice-ministre Cho Hyun a fait remarquer que bien que personne ne soit en mesure d'estimer le coût de l'unification, il est convaincu de pouvoir en payer le prix. Le prix de la division est énorme, a-t-il ajouté, et le Nord possède un très grand potentiel économique.
- Le contexte politique local a lui aussi forcé le président Moon Jae-in à faire preuve d'une grande prudence. Comme il ne représente pas le parti majoritaire, il a dû développer des soutiens et favoriser le compromis. Le président Moon Jae-in a poursuivi une politique économique visant à créer de meilleures conditions de travail et plus d'égalité. Cependant, la politique économique menée par le gouvernement n'a pour l'instant pas atteint les résultats souhaités. De plus, le président a rencontré d'autres difficultés politiques qui ont fait chuter sa cote de popularité, laquelle est passée de 80 % d'avis favorable à environ 50 % aujourd'hui. Si le taux de chômage actuel en Corée est faible (environ 4 %), celui des jeunes est considérable (10 %).
- L'ensemble des interlocuteurs partagent l'avis selon lequel la dénucléarisation de la Corée du Nord est un processus très complexe. On estime qu'environ 10 000 scientifiques travaillent actuellement sur la question du nucléaire en Corée du Nord.
- Si les représentants sud-coréens ont montré bon espoir que le sommet actuel entre le président Moon Jae-in et le président Kim Jong-un mette fin à l'actuelle impasse des négociations entre les États-Unis et la Corée du Nord, ils ont aussi reconnu que le régime de Pyongyang ne manifestait pas assez clairement l'intention de renoncer à ses armes nucléaires une fois pour toute.
- Les experts de l'ASAN se sont montrés bien plus incertains quant à l'intention des dirigeants nord-coréens de dénucléariser leur pays. Ils ont rappelé à la délégation que le président Donald Trump et le président Kim Jong-un n'avaient pas abordé les

questions du contrôle et de l'irréversibilité de la dénucléarisation lors du sommet de Singapour. Un expert a fait remarquer que les dirigeants nord-coréens avaient suivi les événements en Iraq, en Ukraine et en Libye, au cours desquels les dirigeants de ces pays avaient été contraints à renoncer à leurs armes de destruction massive, ou l'avaient décidé volontairement, en échange de la levée de sanctions ou de la conclusion d'un accord international.

- Les experts de l'ASAN ont affirmé que le ton employé par le président Donald Trump à l'encontre de la Corée du Nord était très différent de celui employé par ses prédécesseurs, ajoutant que ce facteur avait largement contribué à convaincre Pyongyang à s'asseoir à la table des négociations.
- Cependant, les experts de l'ASAN ont ajouté qu'il restait peu probable que la Corée du Nord accepte les concessions envisagées au départ. Ce changement s'explique par la mise en place par le président Trump d'une guerre commerciale avec la Chine, ce qui a poussé Pékin à réévaluer la question du nucléaire nord-coréen. La Chine adopte désormais une perspective principalement géopolitique vue à travers le prisme de sa relation avec les États-Unis.
- Un expert de l'ASAN prévoit que, quoi qu'il arrive, un échec des négociations avec la Corée du Nord serait imputé aux États-Unis. Il se dit préoccupé par le risque considérable que cela pose à la solidité de l'alliance américano-sud-coréenne.
- Des intervenants non officiels ont fait remarquer que les dirigeants nord-coréens semblaient inquiets à l'idée qu'une évolution pacifique de la situation de la péninsule de Corée puisse mener à l'absorption du Nord par le Sud, ce dernier étant supérieur. Cette préoccupation explique l'isolation volontaire de Pyongyang et son hostilité non dissimulée envers les États-Unis, deux outils ayant contribué à la survie du régime.
- Sous Kim Jong-un, la Corée du Nord a mené une politique de « byungjin », c'est-à-dire l'acquisition de capacités d'armement nucléaire et le développement économique à travers la normalisation de ses relations diplomatiques. Par conséquent, plusieurs intervenants non officiels ont affirmé que le régime de Pyongyang considérait ses programmes nucléaires et balistiques comme vitaux face à la supériorité militaire de la Corée du Sud. Les experts de l'ASAN ont ajouté que Kim Jong-un évaluait actuellement les opportunités qu'offrait le dialogue diplomatique. D'une seule voix avec les commentateurs non officiels, ils ont avancé que les objectifs à court terme des dirigeants nord-coréens étaient de réduire la pression internationale tout en évaluant les risques et les avantages à long-terme d'un éventuel engagement.
- Pour le moment, Kim Jong-un semble bien installé au pouvoir, et aucune menace immédiate ne viendrait troubler la stabilité du régime nord-coréen et de ses dirigeants. La situation serait peut-être plus compliquée si la population se portait mieux et n'avait pas à se soucier en permanence de sa survie quotidienne. Contrairement aux famines ayant eu lieu dans d'autres régions de la planète, comme par exemple en Afrique, la terrible famine qui a frappé la Corée du Nord dans les années 1990 n'a pas entraîné de soulèvement populaire puisqu'en RPDC, l'État contrôle l'ancien système de distribution. Cependant, l'introduction d'une « économie de marché » primitive (comptant plus de 600 petits marchés) inondant le système de distribution de l'État empêcherait Kim Jong-un de reproduire la gestion d'une situation similaire comme l'a fait son père à l'époque. L'admission que les circonstances économiques ont évolué pourrait également expliquer le changement de politique du président Kim, ont commenté les experts de l'ASAN.

- Les hauts responsables à Séoul ont signalé le rôle prépondérant de la République populaire de Chine en matière de sécurité régionale et internationale. La Chine occupe un rôle crucial dans l'application des sanctions, et Pékin s'est dit favorable à des sanctions de la part de l'ONU. Les hauts responsables sud-coréens ont souligné la nécessité d'entretenir de bonnes relations avec la Chine, ajoutant que la Corée du Sud ne souhaitait devenir le « pion » d'aucun pays.
- La Russie, elle, joue un rôle moins influent sur la péninsule coréenne et dans la région. Plusieurs interlocuteurs non officiels ont commenté que le Kremlin pouvait devenir l'élément perturbateur des négociations nucléaires entre les États-Unis et la Corée du Nord. Il est d'ailleurs fortement probable que Moscou saisisse une telle opportunité pour saboter les relations entre Washington et Séoul. Un représentant diplomatique a avancé que, malgré sa faible influence sur Pyongyang, Moscou allait certainement « rappeler aux dirigeants nord-coréens que la Russie est l'amie de la Corée du Nord ».
- Plusieurs interlocuteurs ont indiqué que le Japon s'inquiétait d'un potentiel alignement entre la Corée du Nord, la Corée du Sud et la Chine pouvant aboutir au retrait des États-Unis de la région.
- La délégation a été informée de la solidité de l'alliance entre la Corée du Sud et les États-Unis. Les officiels sud-coréens ont en outre insisté sur l'importance d'une présence militaire américaine continue sur leur territoire, ajoutant qu'une majorité de leurs compatriotes était favorable à son maintien même après une éventuelle réunification des deux Corées. Cependant, certains interlocuteurs ont rappelé qu'une déclaration mettant fin à la guerre de Corée aurait un impact considérable sur le déploiement des forces américaines stationnées sur la péninsule.
- La Corée du Nord a été décrite comme une société sous contrôle sans égale, unique en son genre, notamment à cause du manque d'informations fiables sur les conditions économiques et sociales de la population, et des restrictions d'accès. Toutefois, d'après les informations recueillies dans les descriptions données par des personnes ayant fui le pays, le régime continue à perpétrer des crimes contre l'humanité, à commencer par le meurtre, l'extermination, l'esclavage, le viol et l'extorsion sexuelle, et la torture.
- La liberté de religion et la liberté d'expression sont toujours limitées. Sur place, il y a eu très peu d'évolutions structurelles sous Kim Jong-un, bien qu'il reste possible qu'un nombre réduit de personnes aient été envoyées dans des camps de rétention et en prison. Toutefois, les conditions carcérales restent épouvantables à cause notamment du manque de nourriture et du mauvais traitement infligé aux détenus. La torture y semble aussi répandue. La corruption reste un problème très sérieux. Cependant, une amélioration considérable a été notée depuis la famine des années 1990.
- Lors de cette visite, les questions de sécurité dans la région tout comme les relations entre la Corée du Sud et l'OTAN ont également été abordées.
- Les officiels sud-coréens ont remercié la délégation pour l'intérêt constant de l'AP-OTAN et pour le soutien qu'elle apporte à leur pays. Les interlocuteurs coréens de la délégation ont confirmé que la Corée du Sud et l'OTAN partageaient les mêmes valeurs, ce qui devrait les amener à réfléchir sur une façon de coopérer plus étroitement. Les représentants diplomatiques ont informé la délégation que lors que la visite du secrétaire général Jens Stoltenberg en Corée du Sud en novembre 2017, l'Alliance et la Corée du Sud avaient décidé d'étendre leur coopération aux questions

de la lutte contre le terrorisme, de la cyberdéfense et de la lutte contre la cybercriminalité. En outre, les deux parties se sont mises d'accord sur l'augmentation du partage de renseignements entre la Corée du Sud et l'OTAN.

- Le foisonnement des activités diplomatiques sur la péninsule de Corée a donné un nouvel essor à la Commission de supervision des nations neutres (NNSC), laquelle a été créée après la guerre de Corée (1950-1953) afin de maintenir l'armistice signée à la place d'un traité de paix. La Corée du Nord n'avait pas eu recours à la NNSC depuis 1995. La fonction principale de la NNSC est d'endosser le rôle d'observateur impartial lors des exercices militaires annuels conjoints entre les États-Unis et la Corée du Sud, lesquels ont été régulièrement critiqués par Pyongyang. Au cours d'inspections régulières, des agents suisses et suédois se sont assuré que ces exercices ne contrevenaient pas à l'armistice.
- Au cours d'une visite de la zone démilitarisée, le lieutenant-général Wayne Eyre, commandant-adjoint du commandement des Nations unies (UNC), et le lieutenant-général Kenneth S. Wilsbach, commandant adjoint des forces américaines en Corée, ont informé les délégués de la situation en matière de sécurité dans la péninsule coréenne et dans la zone démilitarisée en particulier.
- Suite à la détente ressentie sur la péninsule de Corée après le dernier essai balistique nord-coréen en novembre 2017, l'UNC s'est revitalisé, devenant ainsi, selon le général Eyre, un facilitateur de dialogue. L'UNC est actuellement en pleine transformation pour s'adapter à la nouvelle situation.
- Les parlementaires sud-coréens ont également avancé l'idée d'une recherche de futures pistes de coopération renforcée entre l'Assemblée nationale coréenne et l'AP-OTAN.

Durant sa visite, la délégation a rencontré, entre autres, les personnes suivantes :

Assemblée nationale de la République de Corée :

- Moon HEE-SANG, président de l'Assemblée nationale de la République de Corée
- Kang SEOKHO, président de la commission sur les affaires étrangères et l'unification de l'Assemblée nationale de la République de Corée
- Plusieurs membres de la commission sur la défense de l'Assemblée nationale de la République de Corée : Ahn Gyu-baek, Baek Seung-joo, Min Hong-chul, Kim Byung-kee, Ha Tae-Keung (secrétaire exécutif)

Ministère des affaires étrangères :

- Cho Hyun, vice-ministre des affaires étrangères

Visite de la zone démilitarisée :

- Lieutenant-général Wayne Eyre (Canada), commandant-adjoint de l'UNC
- Lieutenant-général Wilsbach (États-Unis), commandant-adjoint des forces états-uniennes en Corée
- Général de division Patrick Gauchat (Suisse), Commission de supervision des nations neutres

- Vice-amiral Anders Lennart Grenstad (Suède), Commission de supervision des nations neutres

Représentants des missions des États membres de l'OTAN en Corée du Sud :

- Thomas Lehmann (Danemark), ambassadeur du Royaume du Danemark, ainsi que plusieurs ambassadeurs représentant les pays membres de l'OTAN en Corée du Sud

Experts indépendants de l'ASAN Institute for Policy Studies :

- Hahm CHAIBONG, président
 - Jang JI-HYANG, chercheuse principale
 - Park JIYOUNG, chercheuse principale
 - Kim CHONG WOO, chercheur principal
 - Andrej LANKOV, professeur au *College of Social Studies* et directeur du groupe *Korearisk.com*
 - Heo SEONG, chef de section adjoint d'*Hanwha Land System*
 - Mun JOO YUL, directeur de *Korea Aerospace Industries (KAI)*

 - Signe POULSEN, représentante du bureau local du haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme
-